

"Bien que les mesures annoncées aujourd'hui ne signifient en aucune façon la fin de l'apartheid, elles améliorent grandement les perspectives de négociation pour le démantèlement de ce régime. Nous engageons vivement le Gouvernement sud-africain à continuer dans cette voie, à mettre fin à l'état d'urgence et à lever les autres restrictions. Nous demandons instamment à toutes les parties d'engager des négociations dans un esprit de réconciliation et dans le but bien établi de créer une démocratie non raciale en Afrique du Sud.

"Le discours du président de Klerk mérite un examen attentif de la part du Canada, qui ne manquera pas de l'étudier en détail. Nous suivrons de près l'application de ces mesures et l'évolution de la situation au cours des prochaines semaines."

Dans son discours, le président de Klerk a annoncé, entre autres, que Nelson Mandela serait libéré prochainement, que l'interdiction dont étaient frappés le Congrès national africain, le Congrès panafricain et le Parti communiste sud-africain était levée, que certains prisonniers politiques seraient remis en liberté, que les restrictions imposées à 33 organisations et 374 particuliers étaient levées, que les règlements d'urgence qui s'appliquaient aux médias étaient abolis, mais que de nouveaux règlements s'appliqueraient à la diffusion - à la télévision et au cinéma - des reportages sur les troubles. Il a en outre annoncé un moratoire sur les pendaisons.